
M.E.S., Numéro 124, Septembre - Octobre 2022

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 10 octobre 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2022

BIDONVILLES ET PAUVRETE DANS L'ESPACE URBAIN KINOIS.

*Cas des quartiers Mpasa, Lokali /Sicotra, Mikonga
dans la commune de la N'sele*

par

Magloire MOKOBE BOBANZA

*Diplômé d'Etudes Supérieures
Doctorant en Sociologie
Université de Kinshasa*

Résumé

Les bidonvilles constituent sans aucun doute, un problème majeur de l'habitat dans le monde. L'accès à un logement décent devient alors fondamental lorsqu'on tient compte de la préservation de l'architecture. Il est donc important de parler de ces quartiers pauvres que le pouvoir tente bien trop souvent de cacher, jugés nocifs à l'image du pays, au tourisme voire aux investisseurs étrangers.

Toutefois, de nombreux problèmes sociaux en résultent tels que la criminalité, la sous-alimentation, la pauvreté la plus totale, la maladie, l'insalubrité. Parfois le recours à la violence (démolition) prouve, parfaitement l'incapacité des gouvernants à gérer le problème relatif à la surpopulation et surtout leur manque de volonté manifeste d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers informels. C'est la raison pour laquelle, dans notre étude, l'accent est mis sur ces différents quartiers, Mpasa, Sicotra /Lokali, Mikonga dans la commune de la N'sele que nous attachons une attention particulière.

Mots-clés : *Bidonvilles, pauvreté, marginalité.*

Abstract

Slums are undoubtedly a major housing problem in the world. Access to decent housing then becomes fundamental when the preservation of architecture is taken into account. It is therefore important to talk about these poor neighborhoods that the government all too often tries to hide their slums, considered harmful to the image of the country, to tourism or even to foreign investors.

However, many social problems result such as crime, undernourishment, total poverty, disease, insalubrity. Sometimes the use of violence (démolition) proves perfectly the inability of the rulers to manage the problem of overpopulation and especially their manifest lack of will to improve living conditions in informal settlements. This is the reason why, in our study, the focus is on these different neighborhoods, Mpasa, Sicotra / Lokali, Mikonga in the municipality of N'sele That we pay spécial attention.

Keywords : *Slums, poverty, marginality.*

INTRODUCTION

Les bidonvilles constituent sans aucun doute, un problème majeur de l'habitat dans le monde. L'accès à un logement décent devient alors fondamental lorsqu'on tient compte de la préservation de l'architecture. Il est donc important de parler de ces quartiers pauvres que le pouvoir tente bien trop souvent de cacher leurs bidonvilles, jugés nocifs à l'image du pays, au tourisme voire aux investisseurs étrangers.

Ces quartiers souvent informels, sont des zones urbaines qui n'apparaissent sur aucun plan urbain, ne peuvent bénéficier des aménagements urbains tels que les réseaux routiers, les égouts, l'adduction en eau potable, l'électricité, et parfois leurs occupants ne sont ni propriétaires, ni locataires de terrain et les conditions sont juridiquement illégales.

Toutefois, de nombreux problèmes sociaux en résultent tels que la criminalité, la sous-alimentation, la pauvreté la plus totale, la maladie, l'insalubrité. Parfois le recours à la violence (démolition) prouve, parfaitement l'incapacité des gouvernants à gérer le problème relatif à la surpopulation et surtout leur manque de volonté manifeste d'améliorer les conditions de vie

dans les quartiers informels. C'est la raison pour laquelle, dans notre étude, l'accent est mis sur ces différents quartiers, Mpasa, Sicotra /Lokali, Mikonga dans la commune de la N'sele que nous attachons une attention particulière.

Un fort exode des populations rurales vers les villes devenu d'actualité, ne pouvant accéder à une quelconque propriété, par manque de moyen, les nouveaux arrivants s'entassent dans ces quartiers et construisent des abris de fortune.

La ville de Kinshasa continue à fasciner tant elle est effrayante et attirante, une explosion urbaine depuis l'indépendance de la République Démocratique du Congo (RDC) en 1960 et sa métropolisation, vecteur à l'origine de la grande crise des logements sociaux.

Rares sont les rues qui ont la chance de posséder un nom¹. Les pauvres à la saison des pluies, craignent de voir leurs taudis submergés par les eaux. En milieu rural, face à la misère et à l'insécurité insupportable, un exode de masse s'opère vers les périphériques des villes. Cet exode a contribué à un étalement urbain irrégulier et non planifié ainsi qu'à la marginalisation, la pauvreté et la précarité.

Des ménages appauvris qui y résident, sans appui de l'Etat, voient leurs enfants, généralement déscolarisés, grossir le nombre de jeunes vivant dans la rue. L'explosion démographique non contrôlée dans la province de Kinshasa, a eu pour conséquence l'étalement des villes donnant naissance à des quartiers précaires et peu aménagés².

La violence sociale et criminelle se sont développées dans ces quartiers minés par une forte consommation d'alcool, frelaté et de drogue, le foisonnement des bars, et des églises de réveil. Toutefois, la topographie et les constructions anarchiques des quartiers précaires en font des repères naturels des criminels venus d'autres contrées se cacher dans ces milieux indésirables.

Les ravins, les rues étroites et le manque de voie d'accès freinent toute initiative publique de sécurisation de ces zones par une police nationale sous-équipée et peu motivée. Dans la plupart des cas, les bidonvilles sont situés en périphérie, mais les habitants cherchent cependant à se rapprocher le plus possible de lieux où ils pourraient trouver du travail.

Face à cette situation, nous avons jugé utile de cerner les interactions dynamiques et amener de solides analyses sur le tryptique bidonvilles, pauvreté et marginalité.

Hormis la présente introduction, la charpente de cette étude repose sur deux points. Le premier est axé sur l'approche conceptuelle des bidonvilles en se focalisant sur son historique ainsi que sur sa typologie. Le second point quant à lui, table sur les bidonvilles dans l'espace urbain des quartiers Mpasa, Lokali/Sicotra et Mikonga dans la commune de la N'sele. Une brève conclusion met un terme à cette étude.

I. APPROCHE CONCEPTUELLE « DES BIDONVILLES »

Une précision des concepts que nous allons utiliser dans notre étude s'avère indispensable.

1.1. Définition

Un bidonville, est défini par le programme des Nations Unies comme zone très densément peuplée, caractérisée par un habitat inférieur aux normes et misérable³. D'où, ce

¹TILOUINE J., « Mégapole insaisissable, Kinshasa croit hors de tout contrôle », *in le monde*, Kinshasa, 2017.

² SHOMBA KINYAMBA S., « Violences et exclusion urbaine en République Démocratique du Congo », *in CRD, IN Villes sûres et inclusives*, Ottawa, Canada, 2001.

³ United Nations., The millenium développement goals report, 2007, p.26.

sont des établissements humains, des parties défavorisées d'une ville où les logements sont très insalubres, avec une grande pauvreté et qui voient dans aucun droit ou sécurité foncière.

Afin de pouvoir effectuer un recensement global, UN-Habitat a ainsi retenu une définition opérationnelle, adoptée officiellement au sommet des Nations Unies en Nairobi en 2002, elle s'en tient aux dimensions physique et légales des plantations, et laisse de côté les dimensions sociales, plus difficile à quantifier. Les critères retenus sont : « L'accès inadéquat à l'eau potable, l'accès inadéquat à l'assainissement et aux autres infrastructures, la mauvaise qualité de logements, le surpeuplement et le statut précaire de la résidence ».

Un bidonville au sens des Nations Unies, est donc une zone urbaine présentant certains des aspects évoqués ci-dessus. Des seuils ont été définis comme 20 litres d'eau potable par jour et par personne provenant d'une source améliorée ou une surface minimale de 5 mètres carré par personne sur le terrain ; ces seuils sont toutefois adaptés à la situation.

Toutefois, il n'y a pas actuellement de définition universelle des bidonvilles. Chaque pays, voire chaque ville utilise une définition différente, avec des critères adaptés à la situation locale.

Selon notre entendement, nous disons qu'un bidonville dans l'usage courant et scientifique, est un type d'habitat urbain, spontané, précaire. Il renvoie à la représentation d'un espace marginal et reprimé, misérable et dangereux, métaphore de l'insécurité du monde urbain dangereux. Il reste marqué le plus souvent par l'empreinte de ses stigmates, même après sa disparition, que ce soit dans la mémoire du lieu, ou dans les traces et les blessures que les habitants gardent avec eux (mémoire de l'espace vécu), sans pouvoir s'en réhabiliter, et qui éventuellement seront transmises à leurs nouveaux espaces d'habitat.

1.2. Aperçu historique du concept « bidonville »

Les bidonvilles existaient avant le mot, pourrait-on dire. Ce nom commun fut ou serait à l'origine un nom propre, celui d'un quartier de Casablanca. Un nom qui se généralisera par la puissance évocatrice de sa clarté sémantique (la ville des bidons) et qui va s'affirmer par antonomase en tant que catégorie stigmatisée de la ville contemporaine notamment dans la langue française, mais occasionnellement et accessoirement dans d'autres langues⁴.

Suivant une variabilité dans le temps et dans les registres langagiers, progressivement, ce mot sera employé tout au long du 20^{ème} siècle pour désigner un « phénomène (devenu) universel ». Bidonville voyagera ainsi entre Casablanca, Tunis, Alger et des villes du Maghreb vers celles du tiers monde, en passant par les périphéries urbaines de France et d'Europe⁵.

La première définition écrite du terme anglais « Slum » apparaît, dit-on, en 1812, sous la plume de l'écrivain et hors la James Hardy Vaux, dans son « vocabulary of the flash language », où il est présenté comme synonyme de « racket » ou « commerce criminel » pour décrire les taux de Dublin⁶. Aussi pendant longtemps, le « Slum » a été associé à un habitat sale et occupé par une population misérable et criminelle⁷.

En français, le mot « bidonville » a été employé pour la première fois en 1953 à propos du Maroc pour désigner littéralement « des maisons en bidons », c'est-à-dire un ensemble d'habitations construites avec des matériaux de récupération. Cependant, la première attestation de bidonville, en tant que toponyme à un article paru dans la revue l'explorateur

⁴ ABDELKAFI J., *Du bidonville à l'habitat officiel*, in c+4, Lacoste, l'Etat du Maghreb, Paris, La découverte, 1991, pp.192-194.

⁵ ADAM A., "Les bidonvilles : de Ben M'sik à Casablanca", *Annales de l'I.E.O. de la faculté des lettres d'Alger*, vol VIII, 1950, pp.61-199.

⁶ NOUGARO C., *Qu'est-ce- qu'un bidonville*, 2008.

⁷ DAVIS M., *Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, Edition la découverte, 2006.

Français où la vue d'ensemble de bidonville est exposée sur une carte postale de Casablanca datant de 1932.

Equivalent « d'habitat spontané », ce qui n'a pas été toujours le cas, d'habitat insalubre et misérable, d'habitat non réglementaire, clandestin, illicite, marginal ou informel, « d'habitat bidon », le terme bidonville a l'avantage de comprendre, par un seul vocable, des exemples multiples de situations locales. Il permet aussi de rapprocher des conditions différentes d'habitat présentes dans le monde entier ; et cela tant du point de vue des divers statuts juridiques et du foncier que des situations sociales et économiques des habitants, des différents types de localisation et des modalités de la construction.

1.3. Typologie des bidonvilles

Mike Davis, dans son livre « le pire des mondes possible », réalise une typologie des bidonvilles autour de la question de savoir si oui ou non les nouveaux migrants ont les moyens de se loger à proximité des principaux sites du travail (centre/périphérie) puis après si le logement est formel ou informel⁸. Pour lui, on peut distinguer : les logements formels, les logements informels.

Pour Odette et Alain Vaguet⁹, dans leur ouvrage, « du bidonville à l'épidémie, la crise urbaine indienne à Hyderabad », les bidonvilles sont repartis en cinq grandes classes :

- *les taudis* : Le statut des occupants est variable (squatters, propriétaires, locataires) ; ces secteurs sont hétérogènes (quartiers populaires et taudis) voisinent avec des îlots plus aisés occupés par des familles attachés à l'environnement traditionnel de leur communauté ;
- *les huttes itinérantes* : Ce sont des abus sommaires réalisés avec des familles, de la paille ou de vieux tissus. Ces huttes sont souvent caractérisées par une absence totale d'équipements sanitaires ;
- *les quartiers de squatters* : C'est l'occupation d'un terrain sur lequel on ne peut prétendre en aucun droit (quartiers illégaux).

Ces quartiers se créent selon deux procédés :

- La construction progressive de slums (des familles initiatrices en attirent d'autres) ;
- L'invasion préméditée et organisée d'une parcelle (le plus souvent menée par des leaders qui en tireront profit).

1.3.1. Les squatters en voie de régularisation foncière

La squattérissations peut parfois déboucher sur une régularisation de la situation foncière, la légalisation d'un slum aboutit souvent à une amélioration spontanée des logements et parfois à l'installation d'infrastructures sanitaires. Ces quartiers en voie de régularisation se situent souvent en périphérie.

1.3.2. Les quartiers réhabilités

Ce sont soit des transferts de slums en périphérie éloignée, une sorte de relocalisation, soit des quartiers de relogement.

Mais dans les deux cas, les réussites de réintégration sont rares. Dans le premier, le nouveau slum est déserté du fait de l'absence d'infrastructures de transport. Le deuxième, par contre, on assiste souvent à une récupération par des catégories moins démunies du lieu.

⁸ DAVIS M., *Op.Cit.*, p.48.

⁹ ODETTE et VAGUET A., *Du bidonville à l'épidémie, la crise urbaine indienne à Hyderabad*, Edition Espaces tropicaux, 1993, p.39.

Les conditions écologiques ne répondent pas aux besoins pour éviter de rencontrer une catastrophe naturelle, des matériaux usés, de récupération, l'espace occupé anarchiquement, endroit non loties¹⁰.

II. LES BIDONVILLES DANS L'ESPACE URBAIN :

2.1. Présentation des quartiers

Les quartiers Lokali/Sicotra, Mikonga ainsi que Mposa dont nous faisons allusion sont limités :

- au nord, par le fleuve Congo ;
- au sud, par la route nationale 1 ;
- à l'est par l'avenue Bolikango ;
- à l'ouest par la rivière Swenge.

Ces quartiers ont une population de plus de 40.000 habitants, et avec une superficie de plus de 60 kilomètres carrés.

2.2. Caractéristiques

2.2.1. Manque des services de base

Les bidonvilles sont des habitats bâtis avec des matériaux de récupération, où les conditions de vie et le contexte sanitaire sont problématiques. Les services sanitaires de base y sont inexistantes, comme l'accès à l'eau potable ou l'assainissement de l'eau et de toilettes. Les risques d'inondations et de glissements de terrain sont nombreux car les rues ne sont pas pavées pour permettre l'écoulement des eaux et aucun système d'évacuation des eaux n'est construit dans ces quartiers.

Ces bidonvilles n'ont pas d'électricité à temps plein, à basse tension seulement une partie vers la route nationale 1 et une grande partie dans le noir. Pas de gestion des déchets, la pollution y est omniprésente et les risques de maladies et d'épidémies y sont décuplés. Les infrastructures routières et de transports collectifs ne sont pas fréquents, ce qui a contribué à isoler ces quartiers du reste de la ville.

Un autre fait important, est la malnutrition, et la faim, qui sont très présents, la criminalité et l'insécurité sont le lot quotidien chez les habitants de ces quartiers.

2.2.2. Habitat non conformes aux normes

Ces bidonvilles sont juridiquement illégaux car la plupart de ces quartiers, sont construits sans autorisation et ne figurent sur aucun plan d'urbanisme. Ils se développent à la périphérie des villes, non seulement les habitations peuvent ne pas être conformes aux normes municipales et nationales de construction (mauvais matériaux de construction) mais elles peuvent se situer à un emplacement illégal.

2.2.3. Le surpeuplement

La densité de population y est très élevée. Des familles entières se partagent souvent la seule pièce qui constitue l'habitat de fortune (logement informel) et de piètre qualité majoritairement située en périphérie des centres villes ; ce que nous avons pris comme exemple pour élucider nos points de vue, mais les bidonvilles dans la commune où nous avons effectué nos investigations sont très étendus et peuvent en constituer de multiples quartiers de la ville.

¹⁰ TSHISHIMBI I., Séminaire de fonctions urbaines destiné aux apprenants en Sociologie, UNIKIN, Année Académique 2017-2018.

Notre constat est que ces maisons à titre illustratif, peuvent être occupées par plusieurs familles, plusieurs personnes peuvent partager la même pièce pour dormir, manger voire travailler.

2.2.4. Conditions de vie malsaines ou dangereuses.

L'absence d'assainissement entraîne une plus grande propagation des maladies, les maisons sont parfois bâties sur des terrains inondables, pollués ou sujets aux glissements.

Toutefois, nous pouvons dire que la majeure partie de ces bidonvilles dont nous faisons allusion ici dans nos analyses sont dépourvus de toute infrastructure (électrification, écoulement des eaux usées, ramassage des ordures ...) mais aussi des écoles fiables ainsi que des centres de santé, la pauvreté, la promiscuité, le manque d'hygiène et la présence de bouillons de culture réunissent pour la plupart des cas des conditions de développement de poches et des foyers infectieux ayant pour corollaire la propagation des maladies hydriques telles que la diarrhée, le paludisme ... et de pandémies futures.

Le manque d'eau est un problème récurrent dans ce milieu, ce problème entraîne une mauvaise hygiène corporelle et également une mauvaise hygiène de vie qui provoque de nombreuses infections et maladies telles que le choléra et la galle. Dans le cas par exemple, du quartier Mikonga /Efobanc, il s'est créé une association dénommée « ASSUREP » en sigle, une association des usagers du réseau d'eau potable. Cette association qui a bénéficié d'appui de l'AFD (Association Française de Développement) aujourd'hui, agit pour améliorer cette situation, à l'heure actuelle, assure la gestion quotidienne de l'exploration de ce monument qui produit ses effets au vu de la population autochtone bénéficiaire.

En attachant une attention particulière à la propagation de ces maisons proliférées comme des champignons, ces maisons sont étalées majoritairement dans des sites dangereux, que ce soit au niveau géologique ou au niveau sanitaire. Les habitants des bidonvilles telles que nous décrivons sont construites à des décharges publiques, avec des matériaux de récupération tels que des tôles usées, la ferraille et le plastique.

Ces logements sont petits et non adaptés aux nombreuses personnes qui y vivent. Un autre constat important qui peut en découler, est que les habitants des bidonvilles, vivent les conditions dans lesquelles le développement de nombreuses maladies respiratoires tels que l'asthme, en raison de l'absence des fenêtres en nombre suffisant et plus généralement d'ouvertures vers l'extérieur.

Cette précarité du logement prend en compte le fait que les occupants des bidonvilles n'ont souvent pas de contrat de location ou de titre de propriété, zones à l'origine non habitables.

Par ce fait, les habitants de ces contrées reculées, sont généralement contraints de boire et de cuisiner avec de l'eau contaminée. Quand à l'eau potable, elle reste un bien de luxe, vendue parfois à des tarifs raisonnables et humanitaires comme le fait l'ASSUREP pour la population démunie de Mikonga.

2.2.5. La pauvreté et l'exclusion sociale (la marginalité)

Comme nous pouvons le constater, cette caractéristique inhérente à la population bidonvilloise, les pauvres habitent aussi en dehors de ces quartiers et ceux-ci n'habitent pas que des pauvres. Toutefois, la pauvreté en est une cause et souvent une conséquence. Dans tous ces quartiers dont nous avons mené nos investigations, aucun d'entre eux dispose de systèmes d'évacuation des eaux usées ou des déchets solides. Les habitants de ces contrées, sont donc obligés de les jeter à même de les conserver, ce qui signifie qu'ils vivent entourés des déchets, parfois des situations d'insalubrités et d'eaux polluées qui constituent un terrain favorisant alors le développement d'insectes porteurs de maladies telles que la malaria.

En plus, la croissance des herbes constitue aussi un vecteur important de la propagation de la maladie. En ce qui concerne les infrastructures sanitaires telles que les toilettes et les douches, elles sont absentes ou en nombre nettement insuffisant.

Les métiers informels s'y développent aussi créant une véritable ville dans la ville. Les services publics inexistantes ou rudimentaires se limitent à des sentiers de terre, des canalisations de terre, des points d'eau collectifs et des fosses aisances qui se partagent jusqu'à plus de toute la population désirée de s'en servir, c'est le cas du quartier de Mikonga / Efofanc, créé par l'ASSUREP.

En outre, la pollution est omniprésente et existe sous toutes ses formes. Toutefois, les bidonvilles existent dans toutes les villes des pays en voie de développement et s'accroissent à grande vitesse et se prolifèrent parfois comme des champignons. C'est le cas que nous observons dans le village de Bibwa, Talangai, Mantere traditionnels l'existence des taudis où les taudis voisinent des îlots plus aisés, occupés par des familles attachées à l'environnement traditionnel de leur communauté dénommée « Chef coutumier ou Chef traditionnel », tel est le constat fait par Girardière¹¹.

Les bidonvilles plaisent aux indigènes, qui les peuplent. Ces indigènes qui sont rarement des citadins, mais des ruraux, trouvent dans les bidonvilles des conditions d'existence qui ne sont pas inférieures à celles de leurs tribus, et qui leur sont même supérieures parce que ces bidonvilles ont reçu quelques aménagements. Et surtout, le bidonville couvre chacun d'un commode anonymat, on peut s'y livrer à ses petits trafics, à ses habitants, à ses goûts, à ses vices mêmes, en un mot, on est chez soi et l'on ne demande qu'à y rester¹².

Compte tenu de la réputation du lieu et de la réprobation morale, le lien entre les bidonvilles et la prostitution est donc la mauvaise réputation morale. Celle-ci ne fait qu'assimiler deux lieux distincts : Le bourg monstrueux et la ville réservée à la prostitution officielle, le foyer « pestilentiel » et le lieu du commerce des corps se transmutent de la sorte en un seul lieu. Il s'agit d'une reconstruction à posteriori, mais qui ne fait que renforcer moralement le stigmate qui marque dès sa naissance le mot « bidonvilles » et le type d'habitant qu'il désigne.

A cette époque d'ailleurs, le « triptyque » associant hygiène, urbanisme, et prostitution s'inscrit à plein titre dans le paradigme règlementaire et moderniste sous-jacent à l'action coloniale française.

Ces stigmates se réfèrent déjà au type de localisation (le ravin, près d'une zone désaffectée juste à la lisière de la ville, derrière ses remparts) et à la disparition du lieu, au type de construction (tôles), à l'environnement pestilentiel et fétide, à son peuplement misérable, déshérité en proie à la dépravation et à l'objection humaine¹³. Cette considération est presque partagée dans nos milieux bidonvilles de Kinshasa.

2.3. Auto-construction

En tout état de cause, le phénomène d'auto-construction de baraques édifiées à l'aide de matériaux de récupération de la civilisation industrielle à l'extérieur des villes, paraît bien précéder l'invention du mot « bidonville » et la désignation dans nos milieux actuels sous ce terme de ce type d'agglomération suburbaine. D'autre part, se pose la question d'appartenance ethnique ou de la nationalité de ceux qui ont fabriqué et habitué les bidonvilles à l'origine.

La complexité sociale de ces microcosmes bidonvilles est à la fois le produit d'une homogénéité sociale et géographique par le phénomène des recompositions villageoises ou

¹¹ GIRARDIERE M., « la lutte contre les bidonvilles », *Centre de préparation du brevet des hautes études d'administration musulmane*, archives du Cheam, 1939, pp.1-2.

¹² JANON R., *Hommes de peine et filles de joie*, Alger, Chariot, 1936, pp.30-31.

¹³ TARAUD C., Urbanisme, hygiénisme et prostitution à Casablanca dans les années 1920, « communication au séminaire AFEMAM », *La ville et ses représentations*, Lyon, 2003, p.112.

tribales, de provenance plus ou moins lointaine, mais également le produit de la diversité des origines qu'elle soit d'ordre géographique, national, ethnique, rural ou urbain.

Le bidonville est donc dans sa genèse le produit de la civilisation industrielle, du capitalisme et du colonialisme, dans un contexte marqué par l'exode rural et par ce qui sera appelé par la suite le processus d'urbanisation.

Toutefois, les raisons qui mènent souvent la population congolaise rurale ou villageoise à trouver refuge à l'intérieur de bidonville se conjuguent souvent avec le souci de trouver dans ce type de regroupement spontané et inhérent à l'action humaine comme l'a souligné aussi Petonnet concernant la population algérienne¹⁴. Une solidarité et un univers familial composé d'interconnaissances permettant de maintenir un équilibre interne et d'éviter une rupture trop brutale avec la société d'origine. Même l'objectivation du bidonville et la mise en perspective d'une action afin d'améliorer les conditions de vie, participent du changement de sens.

Dans cette perspective apparaissent des univers comme la coopération, et l'aide au développement, la santé, la recherche scientifique, les milieux associatifs, les associations engagées dans les actions de respect de droits de l'homme ou sur les terrains des droits des migrants, des sans-papiers, des femmes et des enfants moins nantis en milieu bidonville¹⁵. Cela est pris dans un contexte général pour la défense des démunis. Certains travaux sur les bidonvilles qualifient trop hâtivement ces populations de marginales, tels énoncés par Stamboul et Petonnet¹⁶. Ces derniers insisteront sur le fait que la vie en bidonville pour mieux dire la transition par le bidonville, est à considérer comme une espèce de passage obligé, une adaptation des modèles d'habitat rural à la métropole¹⁷.

Il s'agit d'une étape de l'acculturation au monde urbain ; un stade sur la voie d'accès à l'urbanité et à la citadinité, un instrument d'acculturation douce. Une telle orientation peut d'ailleurs être soutenue par les tenants d'une vision pour justifier la permanence des bidonvilles dans leur fonction d'espaces de cantonnement des groupes sociaux reconnus mal adaptés et nuisibles à la norme sociale de vie urbaine¹⁸.

CONCLUSION

Ainsi des médecins suggèrent que, au lieu de supprimer les bidonvilles en tant que les solutions provisoires du logement pour une partie de la population indigène, il vaudrait mieux les aménager de telle sorte qu'ils constituent l'équivalent d'un habitat amélioré¹⁹.

En outre, le choix politique de l'amélioration signifie, quand à lui, une espèce de reconnaissance de légitimité, quoique, transitoire, l'amélioration comporte leur viabilisation, l'installation de quelques fontaines ou points d'eau, des latrines, voire l'électrification, le ramassage des ordures, la présence d'un poste sanitaire et de police, l'installation d'infrastructures et d'équipements comme les égouts et des lieux de culte. Cette méthode est connue sous l'appellation de « *UIP - grading* dans le jargon de la banque mondiale »²⁰.

Au demeurant, la résolution du problème des bidonvilles passe avant tout par la résolution de la pauvreté. C'est ce que l'ONU - Habitat s'est fixé comme objectif, dans le cadre

¹⁴ PETONNET C., « Espace, distance et dimension dans une société musulmane », in *L'homme*, revue française d'anthropologie, XI, 2, 1972, pp.47-48.

¹⁵ STAMBOULI F., *Urbanisation difforme et émergence d'une nouvelle société urbaine au Maghreb*, les temps modernes, 1977, p.249.

¹⁶ CATTEDRA R., op.cit., pp.123-163.

¹⁷ PETONNET C., *Espaces habités, ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, 1982, p.45.

¹⁸ PETONNET C., *On est tous dans le brouillard d'Ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, 1985, p.52.

¹⁹ COHEN, J. Louis et Monique HELEB, *Casablanca, Mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Hazan, 1998, p.23.

²⁰ BALBO Marcello, *Provera grande citta, l'urbanizzazione nel Terzo Mondo*, Milan, Angeli, 1992, p.45.

du développement durable **pour** améliorer sensiblement la vie **des** habitants des bidonvilles à l'horizon 2020.

Un programme d'approvisionnement en eau et sanitaires, de l'économie urbaine, d'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées a été mis en œuvre par les Nations Unies, avec des mécanismes de financements internationaux et nationaux, c'est le cas que nous connaissons aujourd'hui dans les quartiers Mpasa, Mikonga/Efobanc.

Avec le projet PILAEP, c'est-à-dire programme pilote de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable dépendant de l'ADIR (Agence de Développement des Infrastructures Rurales), financé par l'Agence Française de Développement en sigle AFD, une organisation non gouvernementale internationale à but humanitaire dont le domaine d'intervention est le développement centré sur le bien-être de la population, a pu intensifier son programme en eau et assainissement dans ces milieux.

C'est ainsi que l'ASSUREP/Mikonga en tant qu'association faisant partie des usagers du réseau d'eau potable issue du projet PILAEP sollicité de piloter ce programme et de l'appuyer. Ce programme qui devrait permettre une nette amélioration de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement à faible coût, de l'hygiène des populations bénéficiaires.

De nombreuses mesures sont au fait proposées dans ce sens : la création des services de base autour de l'eau, l'assainissement, l'accès au bidonville, l'électricité, la santé, fournir des prêts aux populations pauvres comme les microcrédits pour qu'ils puissent améliorer leur habitation, ce projet n'a jamais été mis en exergue et bénéficier par la population cible. Toutefois, un effort se déploie afin d'aider la population autochtone de leur accorder dans la mesure du possible des titres de propriété foncière dans les milieux fiables.

Aujourd'hui, l'Assurep joue un rôle important dans l'organisation des activités de base dans ces milieux. Cette association participe à la prise de décision pour l'amélioration des politiques publiques relatives à leurs quartiers.

A l'heure actuelle, nous signalons que dans les quartiers traités des bidonvilles avec les multiples découvertes, la population utilise parfois des panneaux solaires pour son électrification, qui, jadis, se servait de lampe tempête, de Coleman, de bougie, de lampe à pétrole et avec l'appui des ONG et des organismes internationaux parviennent à leur offrir de l'eau potable, dument par forage et voire intensifié leur programme de construction de toilettes publiques tels le cas de quartier Mikonga.

Le constat est que tous les urbains pauvres ne vivent pas dans des bidonvilles, et par contre tous les habitants aussi des bidonvilles ne sont pauvres.

Bien que ces deux ensembles se recoupent dans leur référence, le nombre des pauvres urbains vivant en dehors des bidonvilles est bien plus important, c'est le cas aujourd'hui, dans des quartiers dits démunis, tels que Mpasa, Lokali /Sicotra, Mikonga, les dignitaires de la République habitent les milieux.

En définitive, il faut arriver à mettre en place de politiques de décentralisation urbaine pour mieux planifier la migration rurale vers les villes en vue de prévenir l'expansion des villes. Un partenariat renforcé est nécessaire entre l'Etat, les municipalités, les citoyens et les services de sécurité pour développer des stratégies concertées de lutte contre l'insécurité urbaine en RDC notamment avec la mise en place d'une structure de sécurité de proximité, encadrée, va-t-il souligné Shomba Kinyamba dans ses analyses sur les violences et exclusions urbaines en République Démocratique du Congo.

BIBLIOGRAPHIQUE

- ABDELKAFI Jalal., *Du bidonville à l'habitat officiel*, in C+4, Lacoste, l'Etat du Maghreb, Paris, la découverte, 1991.
- ADAM André., « Le bidonville de Ben M'SIK à Casablanca », *Annales de l'I.E.O. de la faculté des lettres d'Alger*, vol VIII, 1950.
- BALBO Marcello., *Provera grande citta, l'urbanizzazione nel Terzo Mondo*, Milan, Angeli, 1992.
- CATTEDRA Raffaella, *Bidonville : Paradigme et réalité refoulée de la ville du 20ème siècle*, Edition Aechimmann et nation, libération, 2004.
- COHEN Louis et Monique HELEB., *Casablanca, mythes et figures d'une aventure urbaine*, Paris, Hazan, 1998.
- GIRARDIERE M., « La lutte contre les bidonvilles », *Centre de préparation du brevet des Hautes Etudes d'Administration Musulmane*, Archives du Cheam, 1939.
- JANON René., *Hommes de peine et filles de joie*, Alger, Chariot, 1936.
- MIKE Davis, *Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global*, Edition la découverte, 2006.
- NOUGARO Claude., *Qu'est-ce qu'un bidonville*, 2008.
- NZUZI Francis LELO., *Les bidonvilles de Kinshasa*, L'Harmattan, Paris, 270pages
- Odette et Alain VAGUET., *Du bidonville à l'épidémie, la crise urbaine indienne à Hyderabad*, Edition Espaces tropicaux, 1993.
- PETONNET Collette., « Espace, distance et dimension dans une société musulmane », in *L'homme*, revue française d'Anthropologie, XI, 2, 1972.
- PETONNET Collette., *Espaces habités, Ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, 1982.
- PETONNET Collette., *On est tous dans le brouillard d'Ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, 1985.
- SHOMBA KINYAMBA Sylvain, *Violences et exclusion urbaine en République Démocratique du Congo*, in CRDI, *villes sûres et inclusives*, Ottawa, Canada, 2001.
- STAMBOULI Fredj., *Urbanisation difforme et émergence d'une nouvelle société urbaine au Maghreb*, les temps modernes, 1977.
- TARAUD Christelle, « Urbanisme, hygiénisme et prostitution à Casablanca dans les années 1920 », in communication au séminaire AFEMAM, *La ville et ses représentations*, Lyon, 2003.
- TILOUINE Joan, « Mégapole insaisissable, Kinshasa croit hors de tout contrôle », in *Le monde*, Kinshasa, 2017.